

# *Déclaration*

---

95/34

TELLE QUE PRONONCÉE

ALLOCUTION

DE

L'HONORABLE ANDRÉ OUELLET,

MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

AU CONSEIL DE L'OTAN

« LA SITUATION DANS L'ANCIENNE YOUGOSLAVIE »

NOORDWIJK, Pays-Bas

Le 30 mai 1995



Gouvernement  
du Canada

Government  
of Canada

Canada

Depuis maintenant plus de trois ans, les troupes de l'ONU déployées sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie oeuvrent vaillamment à minimiser les effets de la guerre sur les populations civiles et à empêcher le conflit de s'élargir aux pays limitrophes. Plusieurs soldats ont payé de leur vie le prix de ces efforts et j'aimerais ici leur rendre hommage. Nous ne pouvons pas non plus oublier le décès tragique du ministre bosniaque des Affaires étrangères, M. Irfan Ljubijankic. Nos gouvernements reconnaissent et acceptent tous les risques que comportent les opérations de maintien de la paix. Mais cela n'enlève rien à la douleur et à la peur des familles de ces défunts, et des militaires restés derrière pour accomplir la tâche que leur a confiée la communauté internationale.

Le Parlement canadien a tenu hier un débat d'urgence de quatre heures sur la situation dans l'ancienne Yougoslavie. Cela reflète la grande préoccupation du Canada envers cette question.

Les événements dramatiques des derniers jours ont cristallisé l'attention du public sur le rôle joué par la FORPRONU en Bosnie-Herzégovine. Ils ont également porté à l'avant-scène la question des capacités réelles de l'ONU et de la communauté internationale à promouvoir les conditions pouvant conduire à la cessation des hostilités et au retour des belligérants à la table des négociations. Les parties au conflit sont très conscientes de l'impact médiatique de la présente crise sur nos électors respectifs et continueront par leurs actions, à alimenter la frustration et l'impatience de l'opinion publique.

Nous avons su, jusqu'à ce jour, convaincre nos commettants de l'importance de cette opération malgré les crises périodiques. Cependant, l'utilisation d'otages comme boucliers humains contre les attaques aériennes de l'OTAN, et les affrontements entre la FORPRONU et les forces serbes de Bosnie exigent cette fois une remise en question fondamentale de la crédibilité des forces onusiennes et des efforts faits par la communauté internationale pour trouver une solution négociée au conflit dans l'ancienne Yougoslavie.

La présente crise nous oblige à confronter plusieurs aspects contradictoires du mandat de la FORPRONU principalement en ce qui concerne les « zones de sécurité » et les « zones d'exclusion », ainsi que l'utilisation de la force comme support aux opérations d'aide humanitaire. La situation met également en lumière la nature discordante des actions entreprises par divers intervenants. L'absence d'un consensus fort au sein du Conseil de sécurité et du Groupe de contact, certaines initiatives diplomatiques particulières, les divergences de vues au sein du groupe des pays qui fournissent des troupes, tous ces facteurs laissent la porte ouverte à la manipulation de la part des parties au conflit. Cette façon de faire, trop souvent dictée par des considérations de politique intérieure et des intérêts nationaux étroits, ne peut pas continuer.

À ce moment crucial pour l'avenir de la FORPRONU, le Canada croit que trois conditions sont impératives pour permettre à la communauté internationale de reprendre l'initiative.

Premièrement, la multiplicité des approches a créé des équivoques dont se nourrissent les parties au conflit dans leurs rapports avec les différents intervenants. Par conséquent, le processus politique de négociation doit être ramené à un commun dénominateur. La communauté internationale doit élaborer une position de négociation commune et parler d'une seule voix.

Deuxièmement, le fer de lance de nos efforts collectifs doit porter sur le rétablissement d'un lien fonctionnel entre le processus de négociation et les opérations militaires sur le terrain. Comme le démontrent les récents événements, la FORPRONU divorcée de son rôle politique risque de devenir rapidement un outil de marchandage à la merci des belligérants. Dans pareilles circonstances, chaque échec, chaque difficulté importante éprouvée par la FORPRONU nous obligera à une remise en question de son existence. Pour réaliser cette proximité entre le processus de négociation et les opérations militaires, tous les intervenants doivent travailler à développer une meilleure coordination entre le Groupe de contact et les pays qui fournissent des troupes.

Troisièmement, nous devons prendre les moyens de rétablir la crédibilité de la FORPRONU, qui a été remise en question récemment par les parties au conflit. Dans l'immédiat, le Canada est d'avis que la crédibilité et la viabilité des forces de la paix reposent sur quatre facteurs :

- la consolidation des troupes de façon à éviter l'éparpillement et l'affaiblissement de la capacité de défense des forces onusiennes;
- une révision du mandat de la FORPRONU avec une concentration sur les activités les plus susceptibles de réussir, compte tenu des ressources présentement à la disposition des troupes et de la sécurité de ces dernières;
- le retrait des observateurs militaires du territoire sous contrôle serbe de façon à réduire leur vulnérabilité;
- l'usage de la force pour contrer les violations des résolutions agréées par l'ONU, y compris la volonté d'utiliser l'appui aérien rapproché pour protéger les forces de la paix.

À plus long terme, il sera également de première importance que la communauté internationale signale clairement que la FORPRONU ne saurait être en mesure de réaliser son mandat sans le respect, par toutes les parties, d'un ensemble de conditions dont les

éléments essentiels furent proposés à l'origine par le Groupe de contact en juillet 1994. À titre indicatif, je ne mentionnerai que quelques-unes de ces conditions de nature positive et négative destinées à modifier le comportement des belligérants.

- Des Serbes de Bosnie, la communauté internationale devrait exiger le respect des zones d'exclusion et la réouverture des voies d'approvisionnement de l'aide humanitaire.
- Le gouvernement bosniaque, pour sa part, devrait cesser immédiatement d'utiliser les zones de sécurité pour organiser et lancer des offensives militaires.
- De Belgrade, nous exigerions une date définitive pour la reconnaissance de la Bosnie en échange de plus de flexibilité en ce qui concerne la levée des sanctions.

La crise des derniers jours a ébranlé l'ONU et semé le doute quant à la volonté et la capacité de la communauté internationale d'intervenir efficacement sur le territoire de l'ancienne Yougoslavie. Nous devons continuer à appuyer l'ONU et à affronter l'opposition des Serbes bosniaques même si cela implique l'usage de la force pour assurer la protection des casques bleus. Dans la même foulée, il est primordial que les musulmans de Bosnie cessent d'utiliser la FORPRONU comme bouclier pour se protéger et faire progresser leurs objectifs militaires.

À maintes reprises depuis le début du conflit, le Canada et plusieurs autres ont souligné le besoin d'une action concertée afin de trouver une solution négociée au conflit. Pour toutes sortes de raisons, des intervenants ont choisi d'agir seuls. Aujourd'hui, ce n'est ni le Canada ni aucun autre pays qui revendique une meilleure coordination de l'activité des acteurs internationaux. C'est la situation elle-même. Les pays qui fournissent des troupes, de même que l'ONU, ne peuvent dans le cas des prises d'otages et des affrontements avec les forces serbes négocier à la pièce. Nous devons saisir cette occasion pour relancer nos efforts collectivement et les mener à terme si nous voulons garantir la sécurité de nos soldats et continuer à progresser dans la recherche d'une solution négociée au conflit dans l'ancienne Yougoslavie.

Merci.